



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plus d'argent pour la Sécu ! plus d'argent pour les hôpitaux !

Ne laissons pas la destruction de la Santé et de l'action Sociale se poursuivre !

SOUTENONS LA MOBILISATION DU 8 NOVEMBRE !

Le 8 novembre 2016 de manière unitaire, les personnels de la Santé, de l'action Sociale et des organismes sociaux seront en grève.

Par cette action, ils entendent dénoncer la logique d'austérité budgétaire que porte le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale 2017 (PLFSS 2017) actuellement débattu au parlement.

Le gouvernement poursuivant dans cette politique, fait payer aux agents hospitaliers, aux professionnels de santé et d'action sociale, le prix fort de la dégradation des conditions de travail, des diminutions d'effectifs et de l'impossibilité de fournir des conditions normales de prise en charge aux patients et aux usagers.

Dans un mensonge éhonté, le gouvernement cherche à faire croire à l'équilibre des comptes de la Sécu alors que le déficit est reporté sur les établissements !

Les personnels en lutte le 8 novembre exigeront plus d'argent pour la Sécu et pour les hôpitaux.

Ils exigeront une vraie prise en compte des besoins de Santé et d'Action Sociale de la population et les moyens nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions de service public. Par leur action ils réaffirmeront que chacun dans ce pays, doit avoir accès aux soins partout sur le territoire, dans un service public de santé de qualité, sans sélection par l'argent et par le lieu de résidence.

L'UGFF-CGT et la Fédération des services publics CGT, apportent tout leur soutien aux personnels et à leurs organisations syndicales, en lutte le 8 novembre. Les personnels de l'Etat et des collectivités territoriales qu'elles représentent, comprennent d'autant mieux les raisons de la mobilisation des personnels de la Santé et de l'Action Sociale, qu'ils sont eux-mêmes victimes des politiques libérales à l'œuvre dans leurs secteurs professionnels. Par leurs propres luttes, et notamment lors de la journée d'action du 29 novembre, ils contribueront à la défense des missions de service public dont les populations ont plus que jamais besoin.

Montreuil, le 28 octobre 2016.